

Pétain et l'Ecole : théories et réalité (1940-1944)

Yves Morel

Présent, n° 7932 du vendredi 6 septembre

Yves Morel : *Pétain et l'école. Théories et réalité 1940-1944*

Les clichés sur l'Etat français ont la vie dure. Ainsi a-t-on tendance à laisser croire qu'il fut régi par une pensée monolithique et « géré » par des hommes d'accord sur tout et œuvrant tous dans la même direction. Il n'en fut rien. L'Etat français fut traversé par des courants nombreux tirant dans leur sens à hue et à dia et, dans bien des cas, antagonistes et rivaux (pour ne pas dire ennemis).

Ainsi en alla-t-il de l'Instruction publique, par exemple. On oscille, sur le sujet, entre des pamphlets exacerbés qui fustigent une politique de l'école conservatrice, réactionnaire, passiste, et des écrits angéliques louant l'œuvre du « bon Maréchal » à l'image de son effigie grand paternelle sur les bons points distribués à nos chères têtes blondes.

Comme souvent, la vérité est ailleurs. C'est ce que Yves Morel dans son ouvrage (le premier de ce genre et de cette ambition), *Pétain et l'école. Théories et réalité 1940-1944*, montre de façon très documentée. Loin des outrances d'un Jean-Michel Barreau (*Vichy contre l'Ecole de la République*, Flammarion, 2000) et des *favorinos* laudateurs des dévots d'Abel Bonnard.

Yves Morel écrit : « La thèse de la prééminence du caractère rupteur et anti-démocratique de la politique scolaire de Vichy et celle, antinomique, de la prépondérance de la continuité historique sur la rupture, imposent l'une comme l'autre une vision globalement unitaire et spécieuse de la politique éducative de l'Etat français. Or, cette unité n'a pas existé : en quatre ans se seront succédés, en matière scolaire comme en d'autres domaines, un Vichy réactionnaire, un Vichy pragmatique, souple, nuancé, de compromis, et un Vichy collaborationniste incapable d'accoucher, autrement qu'en paroles, d'une politique originale. »

A lire, notamment, le chapitre consacré à Abel Bonnard, personnage insaisissable souvent, caricaturé sans doute, mais indéniablement caricaturable. Il fut néanmoins celui qui esquissa – car cela ne fut jamais réalisé – la mise en place d'une école véritablement conforme aux objectifs avoués de la Révolution nationale.

L'avènement de l'Etat français aurait pu permettre l'édification d'un nouveau système éducatif. « Or, écrit Yves Morel, aucun changement de grande ampleur ne s'est produit (...). (*Le pouvoir pétainiste*), soucieux d'une moralisation propre à le faire accepter d'une opinion demeurée au fond républicaine et inclinant de plus en plus à la Résistance, a conservé la totalité du système scolaire et universitaire de la Troisième République tout en lui imprimant une orientation classiquement conservatrice. » En raison, c'est vrai, des circonstances particulières et d'une période singulièrement troublée.

L'Etat français se heurta, là comme ailleurs, « aux contraintes de la défaite et de l'Occupation ». Mais aussi au manque d'unité de pensée et d'action de son personnel politique et de ses partisans ainsi qu'aux pesanteurs sociologiques et éthiques de la société française. *Nihil novi sub sole...*

Alain Sanders

Yves Morel : *Pétain et l'école*

Yves Morel est un spécialiste réputé des questions scolaires – et un spécialiste fort peu politiquement correct. Il a, en particulier, le courage de s'intéresser à des questions que personne n'ose plus traiter.

C'est le cas de son dernier ouvrage intitulé « Pétain et l'École : théories et réalité ». On y découvre une mine de renseignements sur les relations entre l'Etat français (et les diverses « chapelles » politiques gravitant autour) et l'école.

Le lecteur prend ainsi connaissance de débats d'une remarquable richesse – malgré une période qui ne se prêtait guère aux réformes scolaires. Et aussi d'une pratique très éloignée des débats. Une mine de documentation pour tous les curieux !

Guillaume de Thieulloy

L'école irréfondable

C'est peut-être le titre qu'il conviendrait de donner à l'étude très fouillée qu'Yves Morel a faite des différentes personnalités qui se sont succédé entre 1940 et 1944 à l'Éducation nationale ou à l'Instruction publique, selon les dénominations employées, avec, d'ailleurs, un sens particulier, ainsi que des nombreux plans de réformes proposés dans la même période ou, pour la plupart d'entre eux, seulement théorisés, tant les temps se prêtaient peu à la réalisation d'une véritable refondation, mais beaucoup plus aux discours, aux intentions affichées et aux vastes considérations de principes.

Le maréchal Pétain s'intéressait, dès l'avant-guerre, à l'école, et avait frayé avec les membres du cercle Fustel de Coulanges qui était issu de la mouvance d'Action française. La question scolaire et universitaire avait agité les élites françaises sous la III^e République et presque dès ses débuts : le système déjà sclérosé était critiqué par les meilleurs experts et de toutes les tendances. Le livre présente ici des figures intéressantes de vrais penseurs, tel un Paul Crouzet, un Hubert Bourgin, un Serge Jeanneret ou des esprits originaux capables de conceptions novatrices comme Gustave Le Bon, Edmond Demolins et Georges Bertier avec leur école des Roches.

Tant d'idées auraient pu aboutir, mais le drame de Vichy fut l'impossibilité pratique dans laquelle se trouvaient ses gouvernements de mettre en œuvre dans la continuité un choix politique fort. Il fut soumis successivement, et souvent contre le sentiment du maréchal, à des influences diverses et contradictoires : soit, d'un côté, des tendances réactionnaires qui avec d'honnêtes visées réglèrent trop de comptes avec le passé, se contentant d'intentions morales et pieuses, soit, de l'autre côté, de chimériques prétentions de rénovation, d'inspiration totalitaire, et inconcevable en France. Des Rivaud, des Mireaux, des Ripert, des Chevalier, tous consciencieux, laisseront la place à des Carcopino et à des Bonnard qui eux-mêmes seront jugés insuffisants par les collaborationnistes acharnés.

Il se dégage de ce livre une impression de tristesse, car après-guerre tout recommencera et les débats actuels ne sont que la suite de cette impuissance à réformer, indéfiniment éprouvée jusqu'à Peillon lui-même. Faudra-t-il l'effondrement du système pour réaliser enfin de libres refondations ?

Hilaire de Crémiers

Mémoire de l'Empire français, n° 53, octobre-novembre-décembre 2013

Nos notes de lecture

Les clichés sur l'Etat français ont la vie dure. On a tendance à laisser croire qu'il fut régi par une pensée monolithique et « géré » par des hommes d'accord sur tout et œuvrant tous dans la même direction. Il n'en fut rien. L'Etat français fut traversé par des courants nombreux tirant dans leur sens à hue et à dia et, dans bien des cas, antagonistes et rivaux.

Ainsi en alla-t-il de l'Instruction publique.

C'est ce que Yves Morel dans cet ouvrage très documenté. La politique éducative de l'Etat français n'a pas eu d'unité : en quatre ans se sont succédés en matière scolaire comme dans d'autres domaines, un Vichy réactionnaire, incapable d'accoucher d'une politique originale.

L'avènement de l'Etat français aurait pu permettre l'édification d'un nouveau système éducatif, or aucun changement de grande ampleur ne s'est produit.

Croisade du livre révolutionnaire, n° 474, octobre 2013

Nouveautés

Beaucoup de bêtises ont été écrites sur la « politique » de l'Etat Français (1940-1944) à l'égard de l'école. Pour la première fois, un historien, spécialiste du système éducatif français se penche sur le sujet. Les idées de refonte nécessaire du système scolaire et universitaire ont abondé à Vichy. Sans incidence concrète. En raison des circonstances particulières, certes. Mais aussi en raison des projets souvent contradictoires, voire antagonistes, portés par les acteurs de cette période troublée.

La Nouvelle Revue d'Histoire, n° 69, novembre-décembre 2013

En bref

La question scolaire et universitaire a agité la IIIe République pratiquement dès ses débuts. Un consensus sur une réelle amélioration se dégage dans les années 1930, avec des penseurs comme Paul Crouzet, Hubert Bourgin, Serge Jeanneret, mais aussi Gustave Le Bon, Edmond Demoulin et Georges Berner (école des Roches). En 1940, le terreau était donc favorable à une refonte totale d'un système déjà sclérosé. Mais, essentiellement par manque de sens pratique, le régime de Vichy échouera à réaliser les réformes nécessaires, en dépit des discours et des intentions affichées. Cette étude très fouillée examine les raisons et les conditions de cet insuccès, entre « *revanchisme cléricale* », anti-intellectualisme militant (Abel Bonnard) et volonté de rénovation totale d'inspiration collaborationniste (Marcel Déat). Un livre qui aide aussi à comprendre pourquoi, aujourd'hui encore, le système éducatif français semble impossible à réformer.

Emma Demeester

Monde & Vie, n° 885, décembre 2013

L'école sous Vichy

Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Yves Morel est un

historien reconnu des systèmes éducatifs français. Il est notamment l'auteur du remarquable ouvrage intitulé *La fatale perversion du système scolaire français* (Via Romana, 2011). Partant du constat que la plupart des historiens étaient passés à côté de l'approche réelle de la question scolaire durant l'Etat français, sans parler des hagiographies ou des procès à charge, il signe ici l'une des études les plus fouillées sur la question.

Il isole plusieurs périodes. De juillet 1940 à février 1941, on peut parler d'une vision réactionnaire, cléricale et revancharde sous la direction successive d'Albert Rivaud, Emile Mireaux, Georges Ripert et du très catholique Jacques Chevalier. La valse de ces ministres démontre vite, aux yeux de tous, la limite de cette pure réaction au système républicain, simple conséquence de la défaite et du naufrage de la III^e République.

De février 1941 à avril l'historien Jacques Carcopino parvient à un compromis entre libéraux conservateurs et maurrassiens et à un équilibre entre l'école laïque héritée de la III^e République et l'aide à l'enseignement privé. A partir d'avril 1942 et jusqu'en août 1944, l'écrivain Abel Bonnard, qu'Yves Morel qualifie de « nationaliste révolutionnaire », fait la part belle à la « Révolution nationale » au détriment du classicisme. Cet esthète proche de Jacques Doriot, passé de l'Action Française au PPF, prône un élan vitaliste et aristocratique, visant à former un « homme nouveau » au service d'une Europe nationale-socialiste. Un idéal très éloigné des visées du maréchal Pétain.

Un des intérêts majeurs de ce livre est de montrer que Vichy est passé à côté d'idées éducatives réformatrices très intéressantes et délibérément ignorées. D'abord, la pensée de Gustave Le Bon, très critique envers le système français considéré comme débilitant. Ensuite, l'expérience de l'Ecole des Roches (où s'illustrèrent les Store et autres Charlier), inspirée originellement du catholicisme social et de la pensée de Frédéric Le Play, devenue moins novatrice et plus bourgeoise mais défendue quelques mois durant par Jérôme Carcopino au sein du gouvernement Darland.

Enfin, ce livre aborde les débats préexistants à l'Etat français et concernant le cloisonnement néfaste entre l'école primaire républicaine et le lycée, lieu du savoir et de la connaissance. Il nous fait découvrir les idées novatrices de Pierre Dufrenne (l'Ecole unique), de Paul Crouzet et d'Hubert Bourgin (l'Ecole nationale).

Voici un travail universitaire digne de ce nom, sans partis-pris ni idées préconçues qui aborde autant le contenu des réformes scolaires entre 1940 et 1944 que l'univers intellectuel de l'époque à travers les réflexions pédagogiques du temps.

Jacques Cognerais
